La Commission européenne a financé l'organisation officieuse en Europe du parti turc d'Erdogan. Parmi ses objectifs, "la reconnaissance de l'islam comme religion officielle" en Europe

13/05/2024 à 12h08



ENQUÊTE. La Commission européenne a financé **deux projets** du programme de « mobilité des travailleurs socio-éducatifs pour la jeunesse » d'**Erasmus+ pour 2023-2024**, impliquant tous deux une **ONG considérée comme l'extension en Europe de l'AKP**, le parti islamo-conservateur du président turc Recep Tayyip **Erdoğan**.

Le premier de ces projets, « ***Combattre la désinformation, la xénophobie et la haine des musulmans par le travail socio-éducatif*** », vise à sensibiliser les professionnels de la jeunesse à ces thématiques. Le second, « ***Décoloniser les esprits – Le colonialisme et ses conséquences modernes*** », a pour objectif de faire prendre conscience aux professionnels de la jeunesse des « *conséquences modernes du colonialisme* » et de leur donner « *les outils nécessaires pour*

décoloniser leurs pratiques ». L'objectif à long terme de ce projet étant de « ***contribuer à un mouvement plus large de décolonisation et de justice sociale en Europe et au-delà*** ».

Ces projets sont portés par des ONG de nombreux pays de l'Union européenne : Allemagne, Espagne, Italie, Belgique, **France**, Pays-Bas et Portugal. Trois de ces ONG sont communes aux deux projets, dont l'une est française, l'association **ROSI France-Essonne** au profil très multiculturel. Les deux autres, **Apida et l'Union des Turcs européens démocrates – Pays-Bas (UETD Netherlands)**, interpellent quant à leurs objectifs réels.

[…]

L'UID, dont le b**ureau néerlandais est partenaire des deux projets Erasmus+**, a été fondée à Cologne en Allemagne en 2004 sur l'initiative d'Erdogan sous l'acronyme **UETD** pour « Union des Démocrates Européens Turcs », avant de devenir en 2018 l'Union des Démocrates Internationaux (UID). Les **objectifs officiels** de l'UID sont nombreux et visent tous à renforcer l'influence de la diaspora turque en Europe. L'UID s'est ainsi donnée pour objectif de « ***combattre le racisme, l'islamophobie et l'antisémitisme*** » tout en demandant la « ***reconnaissance de l'islam comme religion officielle*** » en Europe afin de « ***contribuer à la paix sociale*** ».

[…]

Depuis le début de l'année 2024, son **président est Kenan Aslan**. Né aux Pays-Bas, il était, **avant** d'être placé à la présidence de l'UID par Erdoğan, responsable des relations extérieures de la confédération islamo-nationaliste turque du **Millî Görüş aux Pays-Bas**.

[…]

Son **prédécesseur à la tête de l'UID**, Köksal Kus, était quant à lui proche du **mouvement ultra-nationaliste turc des Loups**

gris, qui a été dissous en France en 2020 après avoir appelé au meurtre des Arméniens sur le territoire hexagonal. Malgré leur dissolution, les Loups gris ont récemment défrayé la chronique en menaçant d'égorgement la conseillère municipale de Saint-Chamond Isabelle Surply qui avait demandé la fermeture d'une mosquée du Millî Görüs.

L'UID est visée depuis 2017 dans tous les rapports annuels sur la « **protection de la Constitution** » **publiés par le ministère fédéral de l'Intérieur allemand**. […] Selon ces rapports, **l'UID défend** *« **avec force les intérêts du gouvernement turc en Allemagne et en Europe** »*. Elle est considérée comme *« **l'organisation officieuse du parti turc au pouvoir, l'AKP** »* qui fait du *« lobbying pour [ses] intérêts au niveau politique et social »*. Elle permettrait au pouvoir turc *« **d'influencer directement l'opinion et le comportement de la diaspora turque** »*. Pire, le gouvernement allemand reconnaît que l'UID permet à Erdogan *« **d'influencer indirectement les processus de décision politique en Allemagne** »*.

Cette inquiétante analyse peut sans aucun doute être **étendue à l'ensemble des 24 pays européens au sein desquels l'UID a des succursales**. La **France** n'est évidemment pas épargnée et comporte pas moins de sept **bureaux répartis sur tout le territoire hexagonal** (Paris, Metz, Strasbourg, Lyon, Marseille, Bordeaux et Nantes).

[…]

Lire l'intégralité de l'enquête sur le JDD

En lien :

> *#Lyon : Le consul de Turquie fait scandale dans son pays après avoir fait le signe Tawid de l'index sur une photo avec l'archevêque de Lyon Mgr de Germay.*

Saint-Chamond (42) : L'élue patriote Isabelle Surply victime d'une troisième série de menaces de mort en un mois (MàJ : Menaces explicites de la part des Loups Gris contre tous ceux qui s'opposent à eux)

ENQUÊTE FDS – La Commission □□ a financé une confrérie islamo-nationaliste □□ misogyne et hostile à la civilisation européenne (MàJ : Après avoir constaté "une faute professionnelle grave" du bénéficiaire, la Commission lance une procédure d'exclusion)

European Muslim Union : Depuis nos révélations sur les propos antisémites de son président devant le "Califat de Cologne" et son appel à l'islamisation de l'Europe, la Commission □□ a validé pas moins de 4 nouveaux projets Erasmus+ avec cette ONG (MàJ)

[ENQUÊTE FDS] Un projet de l'UE pour lutter contre l'islamophobie et créer une "conscience européenne commune" entre les musulmans entièrement piloté par le pouvoir turc (MàJ: La fondation proche d'Erdogan nous accuse d'attaquer la Turquie "membre de la Commission européenne")

#StopFascismFrance : le pouvoir turc a orchestré une campagne anti-France suite à l'interdiction du hijab pour les athlètes françaises aux JO 2024. La fondation de la fille d'Erdogan derrière cette campagne a reçu plusieurs subventions de l'UE (MàJ)

[ENQUÊTE FDS] Quand l'UE, pour lutter contre la radicalisation des jeunes musulmans, finance un Allemand converti, proche du pouvoir turc, nostalgique de la Shoah et

qui rêve d’une Europe islamisée

[ENQUÊTE FDS] Quand l’UE finance la formation de la jeunesse islamiste à “haut potentiel” chez les Frères musulmans du Al Sharq Forum et fait leur promotion… (MàJ : Pour la Commission □□, les projets de cette ONG □□ sont conformes aux règles européennes)

Pour la Commission, la participation de la Turquie à de nombreux programmes de l’UE jusqu’en 2027 présente l’avantage d’encourager l’implication des institutions turques au processus d’intégration à l’UE (MàJ)

Promotion du salafisme, du hijab, de la charia, légitimation du djihad : Quand l’Union Européenne finance avec nos impôts les Frères Musulmans